

of armaments was also being borne by other countries impoverished or damaged during the war.

In the circumstances, the Committee was being told that the whole world lived in dread of the USSR but the man on the street as well as the responsible statesmen in the West were well aware that the USSR did not want war. After such statements as that by Mr. Charles E. Salzman, United States Assistant Secretary of State, on 8 October, that it might not be possible to avoid war with the USSR, the peoples' democracies were more warranted in distrusting the peace-loving speeches before the Committee.

It had been argued that acceptance of the USSR proposal must be subject to the introduction of effective control but this control was an integral part of the proposal itself. Since the working out of details might require protracted negotiations, there must be an agreement on the principle, that is, on the reduction of armed forces. No other concrete proposal which could stop the mad armaments race had been put forward and an agreement of the five Powers on this question would be accepted with confidence and hope. To say that such an agreement would not be kept simply proved that certain countries did not intend to fulfil their solemn obligations unless there were established a control requiring deep inroads into the sovereignty of States. The question of control was not such a complex affair as it had been pictured and the acceptance or non-acceptance of the USSR proposal would depend exclusively on whether the Powers concerned were prepared to accept the idea of reducing their armed forces at all.

The meeting rose at 13.05 hours.

HUNDRED AND FIFTY-SIXTH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Monday, 11 October 1948, at 3 p.m.

Chairman : Mr. COSTA DU RELS (Bolivia).

20. Continuation of the discussion on the prohibition of the atomic weapon and the reduction by one-third of the armaments and armed forces of the permanent members of the Security Council : item proposed by the Union of Soviet Socialist Republics (A/658)

Mr. PIPINELIS (Greece) reminded the Committee that all weapons in themselves were a potential

qui avaient été créés pendant la guerre à des fins militaires ont été maintenus ou remis en activité, et qu'ils procèdent actuellement à l'organisation des ressources militaires. On est en train d'armer et d'équiper l'armée des États-Unis d'Amérique en vue d'une attaque contre l'URSS. Tous les travaux de recherche entrepris aux États-Unis d'Amérique, à titre civil ou militaire, s'inspirent d'une stratégie offensive. D'autres pays, qui pourtant ont été appauvris ou dévastés par la guerre, maintiennent eux aussi, bien qu'à une échelle plus modeste, des armements considérables.

C'est dans ces conditions qu'on vient déclarer à la Commission que le monde entier vit dans la terreur que lui inspirerait l'URSS ; mais les simples citoyens aussi bien que les hommes d'État éminents des pays occidentaux savent parfaitement que l'URSS ne désire pas la guerre. Or, le 8 octobre dernier, M. Charles E. Salzman, Secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, a déclaré qu'il serait peut-être impossible d'éviter la guerre avec l'URSS ; et certes, de telles déclarations sont de nature à inspirer aux pays de la démocratie populaire une méfiance justifiée à l'égard des discours pacifistes que l'on prodigue à la Commission.

On a soutenu que l'acceptation de la proposition présentée par l'URSS devait être subordonnée à l'institution d'un contrôle efficace ; pourtant, ce dernier fait partie intégrante de la proposition. La mise au point des détails peut exiger des conversations prolongées ; il faut donc parvenir à un accord portant sur le principe même de la réduction des forces armées. On n'a soumis aucune autre proposition concrète qui fût capable d'arrêter la course forcée aux armements ; pourtant, la conclusion d'un accord entre les cinq Puissances serait accueillie avec confiance et espoir. En prétendant que cet accord ne serait pas respecté, on prouve tout bonnement que certains pays n'ont pas l'intention de remplir les obligations solennelles qu'ils ont assumées, à moins que l'on n'institue un contrôle qui empièterait considérablement sur la souveraineté des États. La question du contrôle n'est pas aussi complexe qu'on l'a dit, et l'acceptation ou le rejet de la proposition soumise par l'URSS dépendra exclusivement d'une chose, à savoir : les Puissances intéressées voudront-elles accepter le principe même de la réduction de leurs forces armées ?

La séance est levée à 13 h. 05.

CENT-CINQUANTE-SIXIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le lundi 11 octobre 1948, à 15 heures.

Président : M. COSTA DU RELS (Bolivie).

20. Suite de la discussion sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité : point proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/658)

M. PIPINELIS (Grèce) rappelle que toute arme constitue en elle-même un danger virtuel pour la

danger to the peace. Nevertheless, disarmament could in certain cases benefit the countries which were politically and economically the most powerful. Moreover, there was always the risk that agreements might not be carried out.

In the special case of partial disarmament, matters were even more complicated, for account had to be taken of industrial or geographical factors or of the means of communication. There was also the new factor of the maintenance by a foreign country of a secret army on the territory of a given country. In that way less powerful or less far-seeing nations could be brought under subjection without a blow being struck. Would that new weapon also be reduced by a third?

For all those reasons the limitation of armaments through an over-simplified formula might prove merely a snare and delusion. Peaceful Powers had played the part of dupes only too often in the past.

A system of collective security which inspired confidence should therefore be created first of all. The difficulty was that that implied international control of armaments; and it was impossible to claim that such control, if exercised within the framework of the Security Council, could really prevent secret rearmament.

The peace treaty with Bulgaria had provided for limitation of the armaments of that ex-enemy country. Yet those provisions had not been carried out and every attempt at inspection had been met with a plea in bar.

If both solutions — pure and simple limitation of armaments and international control — were equally impracticable, that certainly did not mean that there was no other possibility of obtaining immediate results; the representatives of Belgium and the Netherlands had mentioned another method, the strengthening of the law and of the processes of arbitration.

If the Members of the United Nations accepted a broad formula for the peaceful settlement of international disputes and for arbitration, all nations would have the opportunity of proving their good faith, and those which felt themselves threatened could mobilize world opinion in their favour.

The system of control of armaments could later be merged in that system of arbitration and of pacific settlement.

From that point of view, could not the General Act of 1928 form a starting point for the solution of the disarmament problem? A minimum of mutual confidence could thus be restored.

The Greek delegation reserved the right to give more concrete form to that suggestion, should the Committee consider it worthy of retention.

Mr. CHEVRIER (Canada) said he agreed with the Greek representative on a number of points.

Disarmament was a universal objective. His delegation favoured anything consistent with security that might reduce military expenditure.

The USSR delegation claimed to be the sole champion of peace and disarmament. Canada,

paix. Toutefois, le désarmement peut, dans certains cas, avantager les pays les plus forts politiquement et économiquement. De plus, il y a toujours le risque que les accords ne soient pas exécutés.

Dans le cas particulier d'un désarmement partiel, les choses sont encore plus compliquées. En effet, il faut tenir compte de facteurs industriels ou géographiques ou des moyens de communication. Il y a aussi le facteur nouveau de l'entretien par l'étranger d'une armée secrète sur le territoire même d'un pays donné. C'est ainsi que l'on peut, sans coup férir, asservir des nations moins puissantes ou moins avisées. Cette arme nouvelle sera-t-elle aussi réduite du tiers ?

Pour toutes ces raisons, la limitation des armements selon une formule simpliste risquerait bien de n'être qu'un leurre. Trop souvent dans le passé, les Puissances pacifiques ont déjà joué le rôle de dupes.

Il convient donc tout d'abord d'élaborer un système de sécurité collective qui engendre la confiance. La difficulté est que cela implique un contrôle international des armements et qu'il est impossible de prétendre que ce contrôle, s'il s'exerçait dans le cadre du Conseil de sécurité, pût vraiment empêcher un réarmement clandestin.

Le traité de paix avec la Bulgarie prévoyait une limitation des armements de ce pays ex-enemi. Or, ces clauses n'ont pas été exécutées et toutes les tentatives pour procéder à des vérifications se sont heurtées à une fin de non recevoir.

Si les deux solutions d'une limitation pure et simple des armements et d'un contrôle international sont également impraticables, doit-on conclure qu'il ne reste aucune possibilité d'obtenir des résultats immédiats ? Il n'en est rien. Car les représentants de la Belgique et des Pays-Bas ont fait allusion à une autre méthode, le renforcement du droit et de l'arbitrage.

Si les Membres de l'Organisation des Nations Unies souscrivaient à une large formule de solution pacifique des différends internationaux et d'arbitrage, toutes les nations auraient l'occasion de prouver leur bonne foi, et celles qui se sentent menacées pourraient mobiliser en leur faveur la conscience universelle.

Le système de contrôle des armements pourrait ultérieurement être intégré dans ce système d'arbitrage et de règlement pacifique.

Dans cet esprit, l'Acte général de 1928 ne pourrait-il servir comme point de départ pour la solution du problème du désarmement ? Ainsi un minimum de confiance mutuelle pourrait être rétabli.

La délégation hellénique se réserve de donner éventuellement à cette suggestion une forme plus concrète, si le Comité estime qu'elle est digne d'être retenue.

M. CHEVRIER (Canada) indique que, sur plusieurs points, il se trouve généralement en accord avec le représentant de la Grèce.

Le désarmement constitue un objectif universel. La délégation du Canada, pour sa part, se déclare favorable à tout ce qui pourrait amener une réduction des dépenses militaires.

La délégation de l'URSS prétend être le seul champion de la paix et du désarmement. Mais

on the other hand, had never acquired territory by force. It had no inclination whatever to expand and it harboured no aggressive designs against anyone. The USSR on the contrary was responsible for international tension, and it maintained forces of discord within all the democratic countries. If the USSR really wanted peace why did it not moderate that tension?

Mr. Vyshinsky in his last speech had not dealt with his own delegation's draft resolution. How then could so vague a proposal form a solution to the problem of disarmament?

Reservations had already been made concerning the expediency of reducing by a third the armaments of the five permanent members of the Security Council. Disarmament had to be qualitative as well as quantitative. Also what were the practical steps provided for in the USSR draft? Despite the assurances given by Mr. Manuisky, there was nothing to prove that an agreement on disarmament would be effectively applied in USSR territory.

His own country had substantially reduced its armaments and its armed forces since the end of the Second World War. In doing so it had thought it could rely on the undertakings given by all the Members of the United Nations and on the machinery provided by the Charter for the maintenance of international security. His country would still welcome any plan for disarmament which would not endanger its security and that of the nations devoted to the principles of the Charter. But he suggested that the main causes of the present tension were: (1) the USSR maintained considerable military forces; (2) the USSR had not co-operated in applying the provisions of Article 43 of the Charter; (3) the USSR had shown no co-operative spirit in the question of the control of atomic energy; (4) the USSR had done nothing to conform with the views of the majority of the Commission on Conventional Armaments in the matter of practical steps to strengthen international security, as a preliminary to any regulation or reduction of armaments.

The USSR draft resolution, by providing for the establishment of an international body functioning within the framework of the Security Council, could only mean that the right of veto might at any moment paralyze inspection and the application of measures of implementation.

The USSR proposals relating to international control of the implementation of disarmament measures were at the very least, ambiguous. In that field, however, international inspection was essential. It was one thing for the USSR to announce that it would reduce its armaments by a third, or even in due course that it had reduced them by a third; it would be quite another thing to say that international observers would be welcomed. For in the one case, the world would have only the mere statement of the USSR to go on, and in the other, it could make sure of the way in which disarmament was really being carried out. Inspection would naturally be carried out in the territories of all the countries involved.

The USSR delegation had already been asked to give a direct answer to the following question:

le Canada n'a jamais acquis de territoires par la force. Il n'a aucune velléité d'expansion et ne nourrit d'intentions agressives contre personne. L'URSS, au contraire, est responsable de la tension internationale. Et elle entretient des forces de dissension au sein de tous les pays démocratiques. Si l'URSS veut vraiment la paix, que ne diminue-t-elle cette tension?

M. Vychinsky, dans sa dernière intervention, n'a pas traité du projet de résolution de sa délégation. Comment donc un projet aussi vague pourrait-il constituer une solution au problème du désarmement?

Des réserves ont d'ailleurs été formulées sur l'opportunité de désarmer d'un tiers les forces des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le désarmement doit être non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif. Et, d'autre part, quelles sont les mesures d'application prévues dans le projet de l'URSS? Malgré les assurances données par M. Manuisky, rien ne prouve qu'un accord relatif au désarmement serait effectivement appliqué sur le territoire de l'URSS.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le Canada a réduit de façon substantielle ses armements et ses forces armées. Ce faisant, le Canada pensait pouvoir compter sur les engagements souscrits par tous les membres de l'Organisation des Nations Unies et sur le mécanisme prévu par la Charte pour le maintien de la sécurité internationale. Maintenant encore, le Canada accueillerait favorablement tout plan de désarmement qui n'aboutirait pas à mettre en péril la sécurité du Canada et des nations dévouées aux principes de la Charte. Or, les causes principales de la tension actuelle sont: 1) l'URSS entretient des forces militaires considérables; 2) l'URSS n'a pas coopéré à l'application des dispositions de l'Article 43 de la Charte; 3) l'URSS n'a fait preuve d'aucun esprit de coopération en matière de contrôle de l'énergie atomique; 4) l'URSS n'a rien fait pour se conformer aux vues de la majorité de la Commission des armements de type classique, quant aux mesures susceptibles de renforcer la sécurité internationale, avant toute réglementation ou réduction des armements.

Le projet de résolution de l'URSS, en prévoyant la création d'un organisme international fonctionnant dans le cadre du Conseil de sécurité, ne peut que vouloir dire que le droit de veto pourrait, à tout moment, paralyser l'inspection et l'application de mesures d'exécution.

Les propositions de l'URSS au sujet du contrôle international de l'exécution des mesures de désarmement sont au moins ambiguës. Or, en ce domaine, l'inspection internationale est essentielle. Annoncer que l'on va désarmer, ou même éventuellement que l'on a désarmé d'un tiers, est une chose; déclarer, au nom de l'URSS, que l'on va accueillir des observateurs internationaux en serait une autre toute différente. Car, dans le premier cas, le monde devrait s'en tenir à une simple déclaration de l'URSS, et, dans l'autre, il pourrait s'assurer de la manière dont le désarmement s'effectue en réalité. Il va de soi que l'inspection serait faite sur le territoire de tous les pays intéressés.

Il a déjà été demandé à la délégation de l'URSS de répondre sans ambage à la question suivante:

Was it ready to open its frontiers to international teams of observers who would ascertain the quantitative and qualitative position of the armed forces and the armaments, both actual and potential of the USSR, such inspection to take place on the territory of the USSR and on the territories under her control, as well as on the territories of the other great Powers?

Such inspection was the essential condition for a real general and progressive disarmament. A formula for disarmament should then be worked out which would take account of the conditions necessary for international peace and security.

His delegation would be interested to hear the reply of the USSR to that question, which had now been put to it twice.

The USSR resolution could be only a step backward in the matter of disarmament. In 1946 the General Assembly had already adopted a resolution on disarmament¹ and the appropriate machinery had been set up. At present, therefore only one thing was required: that all nations should accept the principles and methods approved of by the majority.

The United Kingdom delegation's draft resolution referred to the Military Staff Committee, the Commission on Conventional Armaments and the Atomic Energy Commission. That draft resolution showed that a majority of the Governments which were members of those bodies were ready to disarm in conditions which did not endanger their peoples.

If that United Kingdom draft resolution was adopted, the world would know that disarmament was possible and that no danger would result from it to any State, whether it belonged to the majority or the minority group, provided certain methods were followed. The Canadian delegation gave its full support to the principles upon which that draft resolution rested. It was ready to continue its efforts for the practical application of those principles.

Mr. CASTRO (El Salvador) emphasized that the small nations particularly desired peace.

El Salvador had been one of the five Central American republics which, in 1907, had helped to set up the first International Court of Justice. In 1923 the same five republics had signed a convention on the limitation of land armaments, a particularly thorny question, as the history of that period showed.

History had more than once provided the example of a war deliberately provoked by a government in order to keep itself in power. That was an element which contrasted with the will for peace of the peoples themselves.

Was it possible to come to an agreement on limiting armaments before the question of controlling atomic energy was solved? Indeed, it would never be possible to reduce armaments before the question of controlling atomic energy was settled.

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session, resolution 41 (I)*.

L'URSS est-elle prête à ouvrir ses frontières à des équipes internationales d'observateurs qui s'assureraient de la situation quantitative et qualitative des forces armées et des armements actuels et virtuels de l'Union soviétique, ce contrôle s'opérant sur le territoire de l'URSS et sur les territoires qu'elle contrôle, ainsi que sur les territoires des principaux autres États ?

Semblable inspection est la condition essentielle d'un véritable désarmement général et progressif. Une formule de désarmement devrait ensuite être élaborée, qui tînt compte des exigences de la paix et de la sécurité internationales.

La délégation du Canada considérera avec intérêt la réponse de l'URSS à la question ainsi posée à deux reprises.

La résolution de l'URSS ne constituerait qu'un recul en matière de désarmement. En 1946, l'Assemblée générale a déjà adopté une résolution relative au désarmement¹ et le mécanisme approprié a déjà été établi. Il suffit donc maintenant d'une chose: que toutes les nations se rallient aux principes et aux méthodes qu'accepte la majorité.

Le projet de résolution de la délégation du Royaume-Uni se réfère au Comité d'état-major, à la Commission des armements de type classique et à la Commission de l'énergie atomique. Ce projet de résolution indique d'autre part qu'une majorité des Gouvernements membres de ces organismes est prête à désarmer dans des conditions qui ne mettent pas leurs peuples en péril.

Si ce projet de résolution du Royaume-Uni est adopté, le monde saura que le désarmement est possible, que, si certaines méthodes sont suivies, il ne doit en résulter aucun danger pour quelque État que ce soit, qu'il appartienne à la majorité ou à la minorité. La délégation du Canada donne son adhésion complète aux principes sur lesquels repose ce projet de résolution. Elle est prête à poursuivre ses efforts en vue de l'application de ces principes.

M. CASTRO (Salvador) souligne le désir particulier des petites nations pour la paix.

En ce qui concerne le Salvador, il fut l'une des cinq républiques de l'Amérique centrale qui firent établir en 1907 la première Cour internationale de Justice. En 1923, les cinq mêmes Républiques signaient une Convention relative à la limitation des armements terrestres, question particulièrement épineuse comme le montre l'histoire de cette période.

L'histoire a montré plus d'une fois l'exemple d'une guerre délibérément provoquée par un gouvernement pour se maintenir au pouvoir. Et c'est là un facteur qui contraste avec la volonté de paix des peuples eux-mêmes.

Est-il possible d'arriver à un accord sur la limitation des armements avant que soit résolue la question du contrôle de l'énergie atomique ? En fait il ne sera jamais possible de réduire les armements avant que la question du contrôle de l'énergie atomique soit tranchée.

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session, résolution 41 (I)*.

With regard to atomic weapons, a simple declaration on the illegality and the destruction of atomic weapons was insufficient. Effective inspection and control were necessary.

Would it not be advisable to settle the question of controlling atomic energy by granting, if necessary, new powers to the Atomic Energy Commission? Once that difficulty was solved, it would have to be seen which of the United Nations bodies was the best qualified to consider the problem of reducing armaments. It would seem that no body had more experience in that field than the Atomic Energy Commission. The problems of inspection and control were always the same whether it was a matter of atomic energy or of conventional armaments. Furthermore, restricting the use of atomic energy to peaceful purposes represented a reduction of armaments. The two problems were therefore closely linked.

That did not however mean that they should be merged. It was only after the question of controlling atomic energy was solved that the problem of reducing armaments would really be simplified.

The Salvadorian delegation was submitting a draft resolution (A/C.1/320) based on the principles he had just mentioned.

With regard to the last part of the Salvadorian proposal, if the Atomic Energy Commission did not succeed in finding a satisfactory basis for controlling atomic energy, it would not try to draft a convention on the reduction of armaments, because its efforts would be a waste of time.

Mr. PARODI (France) felt that the USSR proposal was principally intended to make an impression. That explained the fact that it had not been submitted several weeks previously to the Commission on Conventional Armaments where it might have become the basis of a report which would have made the Assembly's work easier.

Moreover, the USSR delegation had completely disregarded previous disarmament experience.

The USSR had before it enormous reconstruction tasks and wanted peace. One would have thought that it would have other aims in view than providing propaganda matter for the newspapers which it controlled. Nevertheless, that delegation's draft represented no improvement on previous disarmament efforts.

The question of disarmament was complex. The peace-loving Powers had paid dearly for their lack of foresight in that regard during the period before the Second World War. Disarmament should be made possible, and the USSR delegation had to make a real contribution towards making it so.

Disarmament presupposed the existence of confidence and security. But insecurity prevailed. For two years France had tried to find compromise solutions. The USSR delegation, however, had never made that task easy for it. At present

En ce qui concerne l'arme atomique, une simple déclaration relative à l'illégalité et à la destruction des armes atomiques ne peut suffire. Une inspection des armes atomiques ne peut suffire. Une inspection et un contrôle effectif sont essentiels.

Ne convient-il pas de régler la question du contrôle de l'énergie atomique en donnant, si, cela est nécessaire, de nouveaux pouvoirs à la Commission de l'énergie atomique? Cette difficulté, une fois résolue, il conviendrait de se demander quel est l'organe de l'Organisation des Nations Unies le plus qualifié pour étudier le problème de la réduction des armements. Or, il semble qu'aucun organisme n'ait plus d'expérience en ce domaine que la Commission de l'énergie atomique. En effet les problèmes d'inspection et de contrôle sont toujours les mêmes, qu'il s'agisse d'énergie atomique ou d'armements de type classique. De plus, restreindre l'emploi de l'énergie atomique à des usages pacifiques constitue une réduction des armements. Les deux problèmes sont donc étroitement liés.

Cela ne signifie pas, toutefois, qu'ils doivent être confondus. Ce n'est qu'après que la question du contrôle de l'énergie atomique aura été résolue que le problème de la réduction des armements se trouvera vraiment simplifié.

La délégation du Salvador présente un projet de résolution (A/C.1/320) qui s'inspire des principes que M. Castro vient d'indiquer.

En ce qui concerne la dernière partie de la proposition du Salvador, si la Commission de l'énergie atomique ne parvenait pas à trouver une base satisfaisante au contrôle de l'énergie atomique, cette Commission ne devrait pas chercher à rédiger une convention relative à la réduction des armements car ses efforts seraient condamnés à l'avance.

M. PARODI (France) considère que la proposition de l'URSS était avant tout destinée à frapper les esprits. C'est ainsi qu'on s'explique qu'elle n'avait pas été présentée il y a quelques semaines à la Commission des armements de type classique, pour faire l'objet d'un rapport qui aurait facilité le travail de l'Assemblée:

D'autre part, la délégation de l'URSS a fait complètement abstraction de l'expérience acquise en matière de désarmement.

L'URSS, ayant devant elle les tâches immenses de sa reconstruction, désire la paix. Il faut donc penser qu'elle poursuit un autre but que de fournir des thèmes de propagande aux journaux qu'elle contrôle. Et pourtant le projet de cette délégation ne constitue pas un progrès par rapport aux efforts antérieurs en matière de désarmement.

C'est un problème complexe que celui du désarmement. Et les Puissances pacifiques ont payé cher leur imprudence en ce domaine dans la période qui a précédé la deuxième Guerre mondiale. Le désarmement doit être rendu possible et la délégation de l'URSS doit se prêter sérieusement à le rendre tel.

Le désarmement suppose la confiance et la sécurité. Or, c'est l'insécurité qui prévaut. La France s'est efforcée pendant deux ans de trouver des solutions de compromis. Mais jamais la délégation de l'URSS ne lui a facilité la tâche. Et

the various United Nations bodies were paralyzed because, as far as certain Powers were concerned, a spirit of collaboration, without which no international life was possible, was lacking. The veto in the Security Council, the discontent resulting from it in the General Assembly, the tendency of the Economic and Social Council to give sterile political arguments precedence over really constructive work, the unwholesome atmosphere at present prevailing in the Trusteeship Council, all those were symptoms of a canker which was endangering peace and resulting in the complete isolation of six delegations, that of the USSR and of those which associated themselves with it.

The United Kingdom representative had stressed the paradoxical nature of the aggressive language used in the USSR disarmament proposals. But who could doubt that a spirit of collaboration was the necessary condition underlying any just and generally acceptable solution?

From a technical point of view a pure and simple reduction by one-third represented a totally unacceptable simplification of the problem because, as far as, say, France was concerned, military estimates were under public control; that was not so in the case of all United Nations Members.

Furthermore, it was impossible to reduce by the same percentage the armaments of Powers which had only partly demobilized and those of countries which had been reducing their armaments since the end of the Second World War.

Hence, certain rules had to be observed. In that respect the work of the League of Nations could not be disregarded. The French delegation felt that every Power which disarmed was entitled to seek elsewhere the security which it had thereby renounced. That might be done in two ways. Firstly, other Powers should also disarm, in which case problems of simultaneousness, the maintenance of an equal balance and finally, control, arose. A census of the forces of the various countries should be carried out and a balanced and gradual disarmament programme evolved. It would no doubt be normal to make use of the Security Council in such circumstances. But no State should be able to shirk its obligations. Effective international control was indispensable; and it had to be recognized that the USSR had made no really constructive proposals in that connexion.

The second compensating factor, which every Power was entitled to expect when it disarmed, lay in the organization of collective security. France's efforts in the Military Staff Committee had unfortunately been thwarted by proposals of an entirely negative character.

The absence of an international army was, at the present juncture, a serious obstacle. But it was certainly not necessary for security to be complete and control perfect before any effort could be made towards achieving disarmament. Besides, disarmament was itself an element of security. Hence France had, in the Commission on Conventional Armaments, proposed a system

maintenant les différents organes de l'Organisation des Nations Unies se trouvent paralysés par l'absence, chez certaines Puissances, de cet esprit de collaboration sans lequel il n'y a pas de vie internationale possible. Le veto au Conseil de sécurité, le mécontentement qui en résulte à l'Assemblée générale, la tendance du Conseil économique et social à donner à de stériles controverses politiques le pas sur des efforts vraiment constructifs, l'atmosphère empoisonnée qui est maintenant celle du Conseil de tutelle, autant de symptômes d'un mal qui met en danger la paix et aboutit à l'isolement absolu des six délégations, celles de l'URSS et de ses associés.

Le représentant du Royaume-Uni a souligné ce qu'avait de paradoxale la rédaction sous une forme agressive des propositions de l'URSS relatives au désarmement. En fait, l'esprit de collaboration est la condition nécessaire de toute recherche d'une solution juste et acceptable pour tous.

Du point de vue technique, une réduction pure et simple du tiers constitue une simplification inadmissible du problème. Car, en ce qui concerne par exemple la France, son budget militaire est publiquement contrôlé; mais il n'en est pas de même pour tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

D'autre part, il est impossible de réduire d'un même pourcentage l'armement des Puissances qui n'ont que partiellement démobilisé et celui de pays qui n'ont pas cessé de réduire leurs armements depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale.

Certaines règles doivent donc être observées. Et, en ce domaine, il est impossible de faire abstraction des travaux de la Société des Nations. La délégation française considère que toute Puissance qui désarme est en droit de prétendre à retrouver, dans un autre domaine, la sécurité à laquelle elle renonce de ce fait. Cela peut se faire de deux manières. En premier lieu, les autres Puissances doivent également désarmer. Il se pose donc des problèmes de simultanéité, d'équilibre et, en définitive, de contrôle. Un recensement des forces des différents pays doit être opéré et un système équilibré de désarmement par étapes doit être aménagé. Sans doute, serait-il normal que ce fût au Conseil de sécurité qu'on recourût en l'occurrence. Mais aucun État ne doit pouvoir se soustraire à ses obligations. Un contrôle international effectif est indispensable; et l'on doit reconnaître que l'URSS n'a fait aucune proposition vraiment constructive en ce domaine.

Le deuxième ordre de compensations que toute Puissance est en droit d'attendre lorsqu'elle désarme réside dans l'organisation de la sécurité collective. Les efforts de la France au Comité d'état-major se sont malheureusement heurtés à certaines positions d'un caractère absolument négatif.

L'absence d'une force internationale est ici un sérieux obstacle. Sans doute ne s'agit-il pas que la sécurité soit totale, et le contrôle parfait, avant que tout effort puisse être tenté en matière de désarmement. D'ailleurs, le désarmement en lui-même est un facteur de sécurité. Aussi la France avait-elle, au sein de la Commission des armements de type classique, suggéré un système

to bring about both security and disarmament by successive stages.

The fate of the USSR proposals depended on two conditions: international confidence and co-operation. There was a striking contrast between the wording of those proposals and the tone in which USSR statements were made.

If only there appeared some glimmer of hope of progress towards international co-operation, the work of building up peace could be started again and the peoples of the world would regain hope.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic), supported by Dr. SOLH (Lebanon) and Mr. MODZELEWSKI (Poland) moved that the meeting should be adjourned.

The motion was adopted.

The meeting rose at 4.55 p.m.

HUNDRED AND FIFTY-SEVENTH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Tuesday, 12 October 1948, at 10.30 a.m.

Chairman: Mr. COSTA DU RELS (Bolivia).

21. Continuation of the discussion on the prohibition of the atomic weapon and the reduction by one-third of the armaments and armed forces of the permanent members of the Security Council: item proposed by the Union of Soviet Socialist Republics (A/658)

Mr. SOLH (Lebanon) said that the problem of disarmament was of concern to the small Powers since in time of war it was the smaller countries which suffered most. They desired a peace based on justice and had joined the United Nations with that conviction. It was courageous to fear war; hence thorough study should be made of any proposal for disarmament, whether it came from the East or the West, with a view to unanimous acceptance.

The criticisms of the USSR proposal extended only to its application and not to its principles, to which all adhered. It had been said that confidence must come first, but that confidence must come from agreement on those questions which divided the nations. It was also said that collective security must come before disarmament, but a system of collective security already existed in the Charter of the United Nations; its principles remained to be applied in the spirit of San Francisco. Instruments of arbitration existed, but no one could be asked to disarm until an organ of international control had been established. In connexion with the criticism that the USSR proposal permitted abusive application of the veto, in his opinion such matters as checking and verifying the implementation of disarmament could be

selon lequel des étapes successives étaient prévues dans le double domaine de la sécurité et du désarmement.

Confiance et collaboration internationales, telles sont les conditions mêmes desquelles dépend le sort des propositions de l'URSS. Or, le contraste est frappant entre le texte de ces propositions et le ton des interventions des représentants de l'URSS.

Si la possibilité apparaissait de réaliser quelque progrès dans la voie de la collaboration internationale, le travail d'édification de la paix pourrait être repris et les peuples renaîtraient à l'espoir.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuyé par le Dr SOLH (Liban) et par M. MODZELEWSKI (Pologne) présente une motion d'ajournement.

Cette motion est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 55.

CENT-CINQUANTE-SEPTIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le mardi 12 octobre 1948, à 10 h. 30.

Président: M. COSTA DU RELS (Bolivie).

21. Suite de la discussion sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité: point proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/658)

M. SOLH (Liban) déclare que le problème du désarmement préoccupe les petites Puissances car, en temps de guerre, ce sont les petits pays qui souffrent le plus. Ils désirent une paix fondée sur la justice et ont adhéré à l'Organisation des Nations Unies dans cette conviction. C'est faire preuve de courage que de craindre la guerre; il faut donc étudier de façon approfondie, aux fins d'une acceptation unanime, toute proposition de désarmement, qu'elle émane de l'Est ou de l'Ouest.

Les critiques faites à la proposition de l'URSS ne portent que sur son application et non sur ses principes, lesquels reçoivent l'adhésion de tous. On a dit que la confiance doit tout d'abord être créée, mais une telle confiance ne peut naître que d'un accord sur les questions qui divisent les nations. On a également dit que la sécurité collective doit précéder le désarmement, mais il existe déjà dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies un système de sécurité collective dont les principes restent à être appliqués dans l'esprit de San-Francisco. Il existe certes des dispositions relatives à l'arbitrage, mais on ne peut demander à quiconque de désarmer avant qu'un organe de contrôle international ait été établi. Quant à la critique faite à la proposition de l'URSS en ce qu'elle permet une application abusive du veto, le représentant du Liban estime